

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
40 rue de la Préfecture
58000 Nevers

Nevers, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE

ZI Pré Charpin
58300 Champvert

Références : 260161
Code AIOT : 0005401367

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté ZI Le Pré Charpin 58300 Champvert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un signalement adressé aux services de la DREAL, relatif à des écoulements de lixiviats en provenance de la plate-forme de compostage, consécutifs au débordement du bassin de stockage des lixiviats, lesquels se dirigent vers le cours d'eau du Fond Judas, situé sur le territoire de la commune de La Machine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- ZI Le Pré Charpin 58300 Champvert
- Code AIOT : 0005401367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SUEZ Organique exploite sur le territoire de la commune de Champvert une installation de production de composts et d'amendements organiques à partir du mélange de boues de stations d'épuration et de déchets verts. L'établissement est soumis à autorisation au titre des rubriques ICPE 2780-2 et 3532. Par arrêté préfectoral complémentaire du 25 novembre 2024, une autorisation d'épandage de lixiviats et composts non-normés a été accordée à l'exploitant.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions d'entreposage des lixiviats	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40. I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Epandage	Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Programme prévisionnel annuel d'épandage	Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Cahier d'épandage	Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Auto-surveillance des déchets à épandre	Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 12.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté, au cours de cette inspection, de débordement des eaux du bassin de récupération des lixiviats ainsi que des deux fossés de collecte des eaux de surface.

Néanmoins, des éléments justificatifs sont attendus concernant les points suivants :

- l'attestation afférente au dernier curage des boues du bassin de récupération des lixiviats,
- la convention d'épandage liant l'entreprise SUEZ Organique à la SCEA du Montot,
- le planning annuel prévisionnel d'épandage pour l'année 2026,
- le cahier d'épandage,
- les analyses des lixiviats avant épandage.

L'exploitant a informé l'inspection en février 2026 de sa volonté de mettre le site en sommeil. Par conséquent le site ne reçoit plus de déchets entrants et l'activité du site consiste au compostage des matières déjà présentes et la commercialisation du compost. Un mémoire de mise en sécurité du site sera envoyé à l'Inspection dès que celle-ci sera effective.

Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas d'absence d'activité pendant un délai de deux ans, son arrêté préfectoral sera caduc et il devra se conformer aux dispositions réglementaires de cessation d'activité en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'entreposage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40. I
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages permanents d'entreposage
Prescription contrôlée : I. - Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.
Constats : Lors de la visite, aucun débordement des eaux du bassin de récupération des lixiviats n'a été constaté. Les deux fossés périphériques apparaissaient correctement entretenus, un curage de ces derniers ayant été réalisé la veille de l'inspection. L'exploitant indique qu'une opération de curage des boues du bassin a également été effectuée en 2025. Toutefois, l'attestation correspondante, délivrée par l'entreprise en charge de cette opération, n'a pas pu être présentée à l'Inspection. (non-conformité) . Par ailleurs, l'exploitant précise que les eaux du bassin ont été pompées il y a moins d'une semaine par la SCEA du Montot, dans le cadre d'une opération d'épandage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Epandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrats
Prescription contrôlée : [...] L'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre le producteur des déchets et l'agriculteur exploitant les terrains lorsque celui-ci n'est pas le titulaire de la présente autorisation. Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur année.
Constats : L'exploitant indique que les opérations de pompage des lixiviats sont exclusivement réalisées par la SCEA du Montot, dans le cadre de ses activités d'épandage. Toutefois, la convention d'épandage liant l'entreprise SUEZ Organique à la SCEA du Montot n'a pas pu être présentée à l'Inspection lors de la visite. (non-conformité)
Observations : L'exploitant doit justifier de la mise à disposition des parcelles par des conventions écrites établies préalablement à toute opération d'épandage. À défaut, les conditions de réalisation de l'épandage ne peuvent être considérées comme conformes.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Programme prévisionnel annuel d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage) sur ces parcelles, • une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés à l'article 13 du présent arrêté, • une caractérisation des boues à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, etc.), • les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier et doses d'épandage par unité culturale), • l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. <p>Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le planning annuel prévisionnel d'épandage pour l'année 2026 n'a pas pu être présenté à l'Inspection au cours de la visite. (non-conformité)</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de dix ans. Ce cahier comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les quantités de déchets épandus par unité culturale ; • les dates d'épandage ; • les parcelles réceptrices et leur surface ; • les cultures pratiquées ; • le contexte météorologique lors de chaque épandage ; • l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ; • l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chacune des journées au cours desquelles des épandages ont été effectués. A tout moment, l'exploitant peut justifier de la localisation des déchets produits (entreposage, transport, épandage) en référence à sa période de production et aux analyses réalisées.
Constats : Au cours de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le cahier d'épandage et n'a pas été en mesure de justifier la traçabilité des épandages réalisés. (non-conformité)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Auto-surveillance des déchets à épandre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2024, article 12.1
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Le volume des composts non-normés et des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent. L'exploitant effectue des analyses des déchets lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité. Ces analyses (compost non-normé et lixiviats) portent sur : <ul style="list-style-type: none"> • la valeur agronomique des boues (pH, taux de matière sèche, matière organique, azote Kjeldhal, phosphore, calcium, magnésium, potassium), • les éléments-traces métalliques (Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Se), • les composés-trace organiques (HAP, PCB 28, 52, 101, 118, 153, 180). Les analyses des déchets portant sur les éléments-traces métalliques et les composés-traces organiques sont réalisées dans un délai tel que les résultats d'analyses sont connus avant réalisation de l'épandage. Les analyses portant sur la valeur agronomique des boues sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tel que les résultats d'analyses sont connus avant réalisation de l'épandage. L'analyse de compost est réalisée par lot au terme d'un mois et demi de maturation, avant chaque épandage. En cas de modification de la capacité de production annuelle nominale de déchets, la fréquence d'analyse pourra évoluer. Dans tous les cas, elle devra respecter les valeurs définies par l'annexe IV de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des analyses des lixiviats collectés dans le bassin avant la dernière campagne d'épandage de la SCEA du Montot. (non-conformité)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois